

2 Politique

Nouvelles conditions d'attribution des bourses

Le gouvernement va rencontrer les différents acteurs dans un proche avenir



Le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale, écoutant un membre du gouvernement.



Certains membres du gouvernement lors du Conseil interministériel d'hier.

O. N.

Libreville/Gabon

C'est une décision issue du Conseil interministériel, hier. Parmi les textes examinés, un décret fixant les conditions d'attribution des bourses aux titulaires des baccalauréats techniques et professionnels.

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a présidé un Conseil interministériel, hier dans la salle éponyme, située dans les locaux du ministère de la Défense nationale, au boulevard du bord de mer. Plusieurs points étaient à l'ordre du jour de ces travaux. Entre autres, l'examen des projets de décrets et l'actualité socio-politique dominée ces derniers jours par les mouvements des élèves

dans l'ensemble du pays, contestant les dernières mesures gouvernementales relatives aux nouvelles conditions d'attribution des bourses d'études. Parmi les projets de décrets examinés, on notera celui émanant du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse, de la Formation professionnelle, de l'Insertion et de la Réinsertion. Celui-ci fixe "les conditions d'attri-

bution, de suspension et de suppression des bourses d'études" dans les filières techniques et professionnelles. On retiendra, entre autres, que 27 ans devrait être l'âge limite pour prétendre à l'obtention d'une bourse dans ces filières. "C'est un changement de paradigme, a déclaré le ministre d'Etat Guy Bertrand Mapangou au sortir du Conseil. L'Etat favorise davantage les études profes-

sionnelles et techniques. Cela va changer puisque l'Etat va encourager les jeunes gabonais à embrasser les filières de l'enseignement où il y a des métiers plus techniques et professionnels". Selon lui, "il faudra adapter les curricula. Il s'agira de former en fonction des métiers qu'offre le marché national de l'emploi." Sur les conditions relatives à l'enseignement général,

objet des contestations des élèves et autres forces politiques et syndicales, le gouvernement a décidé de rencontrer, "dans un proche avenir, les différents acteurs pour regarder l'ensemble des modalités." Tout comme, le gouvernement souligne que "le retour des élèves dans les classes se fera dans quelques jours."

Nouvelles conditions d'attribution de bourses scolaires

Le PDG appelle à une coalition pour la réforme du système éducatif

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Pour le Parti au pouvoir, un accord "bipartisan" entre la majorité et l'opposition doit être recherché afin de sortir l'école gabonaise des problèmes qui l'étranglent. Le porte-parole de cette formation politique, Stéphane Iloko, l'a dit hier au cours d'une déclaration faite à son siège.

LE Parti démocratique gabonais (PDG) s'est prononcé, hier, à son siège à Libreville, sur les nouvelles conditions d'attribution de bourses annoncées il y a quelque temps et qui font couler beaucoup d'encre et de salive. Par la voix de son porte-



Le PDG appelant à une coalition pour une réforme du système éducatif.

parole, Stéphane Iloko, le parti au pouvoir a estimé que cette réforme est importante vis-à-vis de la jeu-

nesse. Soulignant: "nous devons cesser de mentir aux jeunes. Nous devons leur dire la vérité et les amener

vers les filières porteuses, créatrices d'emplois, avec des perspectives de débouchés, et non vers celles ne conduisant pas aujourd'hui aisément à l'emploi". Fort de cela, et au regard des difficultés qui, selon le PDG, étranglent le système éducatif gabonais, son porte-parole a appelé à une coalition "majoritaire" pour la réforme dudit système. L'orateur a ajouté que "les jeux partisans doivent être mis entre parenthèse pour un temps et pour un but précis. Un accord «bipartisan» entre majorité et opposition devrait être recherché sur des grandes questions, et ce, le temps d'accomplir des réformes essentielles permettant à notre pays de surmonter d'interminables et veines controverses pour aller de

l'avant". Dans le même esprit, le PDG pense que le Gabon ne doit plus "bégayer ses réformes". Il doit, a dit Stéphane Iloko, "combattre l'idée trop souvent admise, selon laquelle, ce pays ne doit pas être bousculé et que rien, jamais, ne doit être anticipé". Et de poursuivre: "Nous devons éviter la démagogie générale, car l'opposition actuelle, jadis aux affaires et la majorité, avons laissé pendant longtemps s'accumuler les problèmes dans le monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement professionnel". En outre, le PDG s'est particulièrement adressé à chaque maillon de la chaîne du système éducatif gabonais. Aux enseignants, "porteurs de valeurs de la

République, aux parents premiers éducateurs de leurs enfants, aux syndicats, aux élèves et aux étudiants, le Parti démocratique gabonais vous invite à créer un lien de communication, d'information et d'échanges avec le gouvernement, car la spécificité de l'école gabonaise est d'être une mission régalienne de l'Etat. De l'Etat éducateur". Au gouvernement, le parti a dit soutenir les récentes réformes. Toutefois, l'équipe conduite par Julien Nkoghe Bekale a été invitée à plus "d'explication et de vulgarisation des différentes réformes pour éviter les amalgames et les malentendus ; cela, en informant le plus clairement possible nos concitoyens afin qu'ils puissent comprendre le bien-fondé de ces réformes".

Opposition

Le RPM dénonce une tentative "de rectifier la mauvaise gouvernance"

J.K.M

Libreville/Gabon

APRÈS ses homologues des Démocrates et de la Plate-forme de groupements et partis politiques de l'opposition (PG-41), le président du Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, est, à son tour, monté au cré-

neau, mercredi 10 avril dernier, pour dénoncer avec force les nouvelles conditions d'attribution de bourses adoptées en Conseil des ministres le 29 mars dernier. À l'entendre, la mesure consistant à attribuer les allocations d'études aux seuls élèves âgés de 19 ans au plus et ayant obtenu une moyenne de 12/20 au baccalauréat, n'est qu'une tentative "de masquer l'incompétence du régime en place et de rectifier la mau-

vaise gouvernance". Tout en apportant son soutien aux élèves et en refusant qu'ils paient "le prix de l'incurie, des choix hasardeux, de l'improvisation et de l'amateurisme", Alexandre Barro Chambrier s'est également insurgé contre la démarche du gouvernement. D'autant que, selon lui, "prendre des mesures sur l'éducation présuppose, en amont, l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et de travail des enseignants. Or, depuis



Le leader du RPM, Alexandre Barro Chambrier, dénonçant les nouvelles conditions d'attribution de bourses.

2009, l'État n'a fourni aucun effort dans ce sens. Au lieu de construire des établissements secondaires, il a transformé des écoles en collèges où certains élèves s'assoient à même le sol. Au lieu de bâtir des universités, il a fermé des campus. C'est à croire que, pour les gouvernants, la jeunesse gabonaise ne compte pas", s'est-il écrié. Non sans avoir appelé "les politiques à soutenir les élèves dans leur combat".